

## QUELQUES CONSIDERATIONS SUR LES ELITES ET L'IDEE DE NATION EN AUSTRO-HONGRIE

### SOME CONSIDERATIONS ON THE ELITES AND THE IDEA OF NATION IN AUSTRO-HUNGARY

**Vlad Gafița**

L'Université „Ștefan cel Mare” Suceava  
vladgafita@yahoo.com

**Rezumat:** *Națiunile și naționalismele din Austro-Ungaria sunt organic legate de elite, unele de factură conservatoare, altele progresiste. Ideea națională în spațiul habsburgic a venit în contradicție cu viziunea supranațională și cu un anume gen de federalism. Finalmente, la sfârșitul Primului Război Mondial, națiunile, naționalitățile din imperiul bicefal au decis disoluția acestui corp politic eterogen și uneori anacronic.*

**Abstract:** *The various national ideologies from Austria-Hungary are linked between each others, having diverse natures (conservative, liberal and progressive). At the end of the First World War, the nations from Austro-Hungarian Empire decided to create their own states or to unify with other national states.*

**Résumé:** *Les nations et les nationalismes de l'Austro-Hongrie sont organiquement liés des élites, unes de facture conservatrice, autres progressistes. L'idée nationale dans l'espace habsbourgeois entra en contradiction avec la vision supranationale et avec un certain genre de fédéralisme. Finalement, à la fin de la première guerre mondiale, les nations, les nationalités de l'empire bicéphale décidèrent la dissolution de ce corps politique hétérogène et parfois anachronique.*

**Keywords:** *Cisleithania, Transleithania, elite, nation, nobility, nationalism, Austro-Hungarian Empire, Dual Empire, Enlightenment.*

Du point de vue étymologique, on définit la notion d'élite comme: “la partie la plus distinguée, la plus spéciale d'une nation, capable à influencer, à mobiliser et à entraîner les masses dans l'activité générale, de création matérielle et spirituelle, d'émancipation sur le chemin du progrès”<sup>1</sup>. L'abord d'un terme semblable avec une

---

<sup>1</sup> Mihai Iacobescu, *Elita românilor bucovineni între anii 1862-1918* [L'élite des Roumains bucoviniens entre les années 1862-1918], dans le volume *Bucovina 1861-1918: Aspecte edificatoare pentru o Europă unită?* [La Bucovine 1861-1918: Aspects édificateurs pour une Europe unie?], Suceava, Editura Universității, 2002, p. 177.

sphère si étendue d'interdépendances n'est pas justement facile, parce qu'elle pendule entre des plans multiples (social, politique, économique, culturel, idéologique etc.) et entre des époques historiques. Les élites dépassent l'histoire, persistent ou se métamorphosent, évoluent et s'adaptent en permanence. Elles se développent tant à l'intérieur des nations, ainsi que dans un cadre supranational, étant les organes supérieurs qui contrôlent et donnent les directions d'évolution du corps social.

Les modèles et les typologies qui encadrent l'idée d'élite sont organiquement liés du continent européen. Les élites de l'Europe moderne représentent la résultante de l'évolution des élites médiévales, encadrées dans les premiers deux états (*oratores* et *bellatores* ou *militēs*<sup>2</sup>), auxquelles s'ajoutent "les descendants vigoureux" du troisième état, de l'espace urbain.

L'équilibre instable, manifesté par l'oscillation entre cohabitation et conflit, évolution et révolution, détermina l'apparition en Europe, et pas autre part, des principaux courants et idéologies politiques, qui mirent en branle le monde: conservatisme, libéralisme, socialisme etc. Chacune de ces idéologies ont imprimé à la société moderne une certaine dynamique et intensité d'évolution, étant en même temps un liant, plus puissant ou plus faible, plus uniforme ou plus hétérogène, entre l'Etat et la nation.

Les révolutions bourgeoises de l'espace de l'Europe occidentale, suivies par les consolidations identitaires du continent le XIX-ème siècle, essayèrent à statuer les nouveaux modèles de rapports entre l'Etat et la nation. Les grandes puissances européennes les assumèrent, les adaptant en fonction de leurs propres intérêts, de leur propre spécifique ou des conjonctures politico-diplomatiques à un moment donné. Les modèles originaux furent transformés à l'appui des élites, devenant des variantes vouées à appuyer l'Etat ou à faire la liaison entre celui-ci et les masses.

Les monarchies absolutistes comme l'Empire Tsariste ou l'Empire Habsbourgeois se sont créés leur propre variante des Lumières, adoptant le chemin des réformes dans les limites du despotisme éclairé.

La forme spécifique de celui-ci dans la Monarchie habsbourgeoise fut représentée par le *joséphisme*, qui se proposa de réformer rationnellement et graduellement la société, cultivant l'étatisme et le centralisme politique, qui devait donner cohésion à un empire<sup>3</sup> si hétérogène et émietté.

S'inspirant des lumières allemandes (*Aufklärung*), la politique de l'impératrice Marie Thérèse, mise en pratique par le chancelier Kaunitz<sup>4</sup>, précéda avec deux

<sup>2</sup> Serge Bernstein, Pierre Milza, *Istoria Europei* [L'histoire de l'Europe], (vol. II), Iași, Institutul European, 1998, pp. 108-113.

<sup>3</sup> Mihai-Ștefan Ceaușu, *Bucovina Habsburgică de la anexarea la Congresul de la Viena. Iosefinism și postiosefinism (1774-1815)* [La Bucovine Habsbourgeoise de l'annexion au Congrès de Vienne. Joséphisme et post-joséphisme (1774-1815)], Iași, Fundația academică „A. D. Xenopol”, 1998, p. 19.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 16.

décennies le *joséphisme*. Le corégent Joseph II cristallisa sa conception réformatrice, appuyant les mesures prises les dernières années de règne de sa mère, en plan économique, juridique ou éducationnel<sup>5</sup>.

Joseph II continua et intensifia les réformes en ces domaines-ci, mais malgré les résultats inégaux, sa politique eut des conséquences positives sur des nations considérées comme “pas nobles”<sup>6</sup>, comme les Roumains, aussi. Les élites intellectuelles purent s'affirmer de cette manière et elles contribuèrent au développement des “mouvements nationaux propres”<sup>7</sup>, qui, le long de la première moitié du XIX-ème siècle, se sont coagulés, formant des vagues révolutionnaires successives, qui ébranlèrent les monarchies européennes, inclusivement celle habsbourgeoise.

La maison d'Autriche fut obligée à osciller, après les événements de 1848-1849, entre deux tendances: centraliste et fédéraliste<sup>8</sup>. Comme il était naturel, les élites et les nationalités de l'empire se rallièrent à ces conceptions de gouvernement.

L'intégration organique des termes comme: élite, nation, nationalisme, mouvement national dans le contexte politique, social, économique de l'Empire Habsbourgeois de la seconde moitié du XIX-ème siècle n'est pas une démarche facile. On ne se propose pas à réaliser un abord exhaustive de celle-ci, mais la ponctuation des éléments définitoires processuels et conceptuels est absolument nécessaire pour observer les lignes majeures d'évolution des élites et des nationalités du cadre de la monarchie habsbourgeoise.

La définition de la nation et du nationalisme doit être rapportée au plan sociologique, mais aussi au plan politique. Dans la théorie sociologique, la nation est définie comme une “superposition des systèmes culturels, économiques et politiques dans le cadre du même espace écologique”<sup>9</sup>. Dans la théorie politique, la nation représente “la collectivité existante dans un certain territoire déterminée, soumise à une administration unitaire, contrôlée par l'appareil d'Etat interne”<sup>10</sup> et des autres Etats. Biensûr, on ne peut pas absolutiser une telle définition, elle étant valable surtout dans le cas de l'existence de l'Etat national.

Les efforts des nationalités soumises à la monarchie habsbourgeoise de se créer ou de s'intégrer dans un Etat nation se prouvèrent être uns des principaux éléments de dissolution de l'empire dualiste.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 22, 23.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Mihai Iacobescu, *op. cit.*, p.180.

<sup>9</sup> Jean Leca, *Despre ce vorbim? Națiune, națiune-stat, naționalitate, naționalism, cetățenie, minorități, comunism, consociere, suspranaționalitate* [De quoi parle-t-on? Nation, nation – Etat, nationalité, nationalisme, citoyenneté, minorités, communalisme, consociation, supranationalité], dans le volume *Națiuni și naționalisme [Nations et nationalismes]*, traduction par Brândușa Prelipceanu, București, Editura Corint, 2002, p. 14.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 15.

“Le catalyseur idéologique”<sup>11</sup> des nationalismes<sup>12</sup> se base sur une série de “représentations et identités politiques”<sup>13</sup> spécifiques à l’Autriche habsbourgeoise, sur les liaisons et les interactions entre les élites et les masses, mais aussi sur le droit des peuples à autodétermination<sup>14</sup>.

Mais entre nation et nationalisme il y a une série de différences, déterminées surtout par la précarité quantitative des critères de définition des deux termes. Quoique les formes du nationalisme aient leur origine dans la nation, on ne possède pas un critère singulier de définition de celui-ci<sup>15</sup>. Le nationalisme est plus facilement à définir, malgré sa diversité politique, ayant des traits plus clairs d’identification que la nation<sup>16</sup>.

Les mouvements nationaux constituèrent un élément fondamental dans le développement du nationalisme. Dans leurs étapes d’évolution, ceux-ci bénéficient d’un certain apport de la part des élites et des masses, le degré de collaboration entre elles imposant l’intensité de la lutte nationale politique.

L’historien anglais A. J. P. Taylor considère que dans l’Empire Habsbourgeois ont existé trois phases principales des mouvements nationaux:

1. *La phase des mouvements nationaux précoces* (la première moitié du XIX-ème siècle)

Les élites intellectuelles (poètes, historiens, hommes de culture etc.) eurent un rôle définitoire dans cette étape, elles imprimèrent à la période un caractère romantique. On mit de cette manière les fondements idéologiques de la conscience nationale.

2. *La phase des mouvements nationaux de masse* (entre les événements révolutionnaires de 1848-1849 et la seconde moitié du XIX-ème siècle).

Les leaders nationaux commencent à prendre en considération le rôle des masses populaires, mais la lutte devient une pour le pouvoir et moins pour les principes académiques et intellectuels.

<sup>11</sup> Gil Delannoi, *Naționalismul și cataliza ideologică* [Le nationalisme et le catalyseur idéologique], dans le volume *Națiuni și naționalisme* [Nations et nationalismes], traduction par Brândușa Prelipceanu, București, Editura Corint, 2002, p. 35.

<sup>12</sup> “Le nationalisme se base sur trois assertions: 1. la nation a un spécifique explicite; 2. les intérêts et les valeurs de la nation prévalent sur tous les autres intérêts et valeurs; 3. la nation doit être plus indépendante que possible, ce qui impose la reconnaissance de sa souveraineté politique – Jean Leca, *op. cit.*, p. 16. En ce qui concerne la définition de la nation et du nationalisme, voir aussi Ernest Gellner, *Națiuni și naționalism. Noi perspective asupra trecutului* [Nations et nationalisme. Nouvelles perspectives sur le passé], Central European University, Editura Antet, 1997 et Camil Mureșan, *Națiune și naționalism. Evoluția naționalităților* [Nation et nationalisme. L’évolution des nationalités], Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, 1996.

<sup>13</sup> Gil Delannoi, *op. cit.*, p. 35.

<sup>14</sup> Jean Leca, *op. cit.*, p. 17.

<sup>15</sup> Gil Delannoi, *op. cit.*, p. 36.

<sup>16</sup> *Ibid.*

### 3. La III-ème phase (le début du XX-ème siècle)

Celle-ci se caractérise par l'augmentation de la cohésion entre les leaders des mouvements nationaux et les masses, par l'essai d'éduquer les dernières en plan national politique<sup>17</sup>. Les nationalités du cadre de la monarchie habsbourgeoise se sont affirmées "à la charge du mythe habsbourgeois d'un empire fédératif et universaliste"<sup>18</sup>. L'émancipation des nationalités du cadre de l'empire dualiste hâta sa dislocation et sa disparition<sup>19</sup>.

"Le mythe habsbourgeois" fut "un mensonge politique" par lequel, l'Etat, pour éviter les problèmes posés par les nationalistes, mit sur le tapis des idées telles: "la légitimité supranationale de l'empereur, l'identité culturelle commune de l'Europe catholique contra réformée"<sup>20</sup>, le danger ottoman etc. La question des nationalités était regardée comme un "sujet tabou"<sup>21</sup>.

Les idées mentionnées furent propagées, avec plus ou moins de succès, par cette partie-là de l'élite qui dépendait ou était incluse dans les structures de l'Etat, au niveau central ou provincial.

La typologie des élites de l'Empire Habsbourgeois est une assez compliquée, déterminant l'évolution de la société sur certains compartiments et étapes, mais aussi la stagnation ou la régression de celle-ci.

La noblesse représenta un des principaux piliers de résistance de l'Etat autrichien, qui, par privilège, se manifesta plusieurs fois comme une barrière contre le progrès et l'innovation. La catégorie mentionnée comprenait l'aristocratie et la haute noblesse – nommée *Hochadel* ou *Aristokratie*, et la petite noblesse – dénommée *Briefadel* ou *Dienstadel*.

Les membres de la grande noblesse portaient les titres de prince (*Fürst*), comte (Graf), et s'ils appartenaient à la famille impériale, celui d'archiduc (*Erzherzog*).

La petite noblesse obtenait ses titres grâce à des services, ses rangs étant: baron (*Freiherr*), chevalier (*Ritter*) et gentilhomme (*Edler*)<sup>22</sup>. Les élites politiques nobles des peuples soumis pas Allemands avaient la possibilité de pénétrer dans le cadre de la petite noblesse autrichienne.

---

<sup>17</sup> Alan John Percivale Taylor, *Monarhia habsburgică (1809-1918). O istorie a Imperiului Austriac și a Austro-Ungariei* [La monarchie habsbourgeoise (1809-1918). Une histoire de l'Empire Autrichien et de l'Austro-Hongrie], traduction par Cornelia Bucur, București, ALLFA, 2000, p. 29-30.

<sup>18</sup> Jacques Le Rider, *Jurnale intime vieneze* [Journaux intimes viennois], traduction de la langue française et préface par Magda Jeanrenaud, Iași, Polirom, 2001, p. 23.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Idem, *Europa Centrală sau paradoxul fragilității* [L'Europe Centrale ou le paradoxe de la fragilité], volume coordonnée par Dana Chetrinescu et Ciprian Vălcan, Iași, Polirom, 2001, p. 189.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> William M. Johnston, *Spiritul Vienei. O istorie intelectuală și socială* [L'esprit de la Vienne. Une histoire intellectuelle et sociale], Iași, Polirom, 2000, p. 51.

Malgré “la frivolité de la noblesse”, l’aristocratie apporta une importante contribution à la vie culturelle, par la philanthropie et le mécénat. Certains membres de la petite noblesse excellèrent dans des domaines comme la sociologie et la philosophie<sup>23</sup>.

Les éléments constitutifs de l’élite noble de l’Empire Habsbourgeois, et ensuite de l’Empire Austro-hongrois, se manifestèrent plusieurs fois de manière oscillatoire et contradictoire, en fonction de ses propres intérêts, mais aussi de l’interaction avec des autres catégories sociales, comme les habitants des villes et les paysans.

Dépositaire de la structure prédominante agraire de l’empire, la grande noblesse garda relativement intacts ses privilèges et son importance, pendant la première moitié du XIX-ème siècle, bénéficiant du régime absolutiste et centraliste patronné par Metternich. Après la révolution de 1848-1849, la concurrence de la classe moyenne allemande, de facture urbaine, devint de plus en plus prégnante, sur le plan socio-économique, mais aussi politique, par la promotion et le soutien du courant libéral. Mais on ne doit pas oublier que la bureaucratie, provenue en majorité du milieu urbain, constitua l’autre pilier de l’Etat et du germanisme. “Le mythe habsbourgeois” put être mis en pratique avec des résultats partiels, plutôt grâce à la classe moyenne citadine, qu’à la noblesse.

La majorité des villes de la monarchie habsbourgeoise étaient “allemandes en esprit”<sup>24</sup>. Les dénominations des centres urbains importants comme: Prague, Brno, Bratislava etc., furent germanisées, devenant Praha, Brünn, Pressburg. Pas seulement les noms deviennent allemands, mais aussi le comportement social des habitants, les activités économiques, le niveau de civilisation, les préoccupations culturelles. Les villes de la Galicie (Cracovie, Lvov), avec majorité polonaise, et biensûr, les villes italiennes, dont l’ancienne tradition urbaine n’avait pas besoin du modèle autrichien, firent exception<sup>25</sup>.

Le caractère allemand des villes est plus lié de la classe sociale, que de la race. De cette manière, “le terme *allemand* définissait une classe”<sup>26</sup>. Celle-ci comprenait les marchands, les artisans, les usuriers, mais aussi les fonctionnaires, les professeurs, les avocats etc. L’assimilation des éléments de civilisation allemande par des individus appartenant aux peuples soumis se manifesta certainement, mettant son empreinte dans une certaine mesure sur la manière de vivre ou de penser de ceux-ci. Le succès d’un phénomène semblable fut un partiel, étant valable surtout dans le milieu urbain et, après la création du dualisme, spécialement en Cisleithanie. Les abus de l’aristocratie hongroise ont freiné l’évolution et le développement de type urbain des nationalités soumises de Transleithanie (Roumains, Slovaques etc.). Par conséquent,

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>24</sup> A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 24.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>26</sup> *Ibid.*

leurs élites sont liées surtout du milieu rural. Cette situation présentait, aussi, certains avantages, l'exemple des Roumains transylvains étant suggestif.

Dans le cadre de la société roumaine de la Transylvanie, il y avait peu d'antagonismes, parce que les paysans dirigeaient leur mécontentement envers les grands propriétaires fonciers hongrois, pendant que la petite bourgeoisie – vers la grande bourgeoisie hongroise. De cette manière, se développa une certaine solidarité entre les paysans et la petite bourgeoisie roumaine de la Transylvanie<sup>27</sup>. L'aliénation de l'élite roumaine de celle hongroise contribua à la consolidation de la conscience nationale des Roumains transylvains<sup>28</sup>.

Malheureusement, le nationalisme et l'arrogance des Hongrois eurent des conséquences néfastes pour les nationalités soumises (Slovaques, Roumains, Ukrainiens, Serbes, Croates etc.). Les officiels hongrois transgressaient de manière flagrante les droits et les libertés des nationalités, mais aussi les lois qui réglementaient leur situation. Quoique la *Loi des Nationalités* (réalisée par József Eötvös en 1868) garantisse en principe le droit de chaque individu à éducation et justice dans sa propre langue, la réalité était tout à fait différente. Les écoles et les tribunaux engageaient seulement des Hongrois. Ainsi, on empêchait les autres nationalités à avoir une bourgeoisie instruite, et par conséquent, suffisamment puissante. Pourtant, les intellectuels roumains de la Transylvanie prirent une position ferme vis-à-vis la transgression systématique de la *Loi des Nationalités* par les autorités hongroises, par le mouvement mémorandiste (1892-1896)<sup>29</sup>.

Le terme d'“Hongrois” définit, à son tour, une classe, c'est-à-dire celle de la noblesse foncière, dont les principaux privilèges consistaient en: l'exemption des taxes, la participation aux assemblées régionales, le droit de vote aux élections pour la Diète<sup>30</sup> etc.

Après le moment de la révolution de 1848-1849, la situation de l'Autriche et de l'Hongrie siégera sous le signe d'une constante paradoxale – d'une perpétuelle pendaison entre compromis et état conflictuel sur tous les paliers de la société.

L'accord dressé à la moitié du XIX-ème siècle entre les magnats et les petits nobles hongrois prépara en fait le compromis de 1867 avec les Habsbourgeois<sup>31</sup>. La création du dualisme austro-hongrois n'apporta pas une amélioration réelle de la

---

<sup>27</sup> Keith Hitchins, *Afirmarea națiunii: Mișcarea națională românească din Transilvania, 1860-1914* [L'affirmation de la nation: le Mouvement national roumain de la Transylvanie, 1860-1914], traduction par Sorana Georgescu-Gorjan, București, Editura Enciclopedică, 2000, p. 97.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>29</sup> William M. Johnston, *op. cit.*, p. 372; en liaison au mouvement mémorandiste et ses échos européens, voir le recueil de documents coordonné par Corneliu Mihail Lungu, *Diplomația europeană și mișcarea memorandistă (1892-1896)* [La diplomatie européenne et le mouvement mémorandiste (1892-1896)], București, Arhivele Statului din România, 1995.

<sup>30</sup> A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 27.

<sup>31</sup> *Ibid.*

situation des peuples soumis de Transleithanie. Les abus des Hongrois continuèrent librement, l'empereur et l'administration centrale étant relativement manqués des instruments nécessaires à une intervention dans la politique interne de l'Hongrie.

Par le compromis austro-hongrois, le monarque Franz Joseph fut obligé à faire des sacrifices importants. Pourtant, celui-ci garda encore certains leviers de direction comme le contrôle sur la politique interne et la défense. Le dualisme mettait une série de problèmes et désagréments. L'existence de trois gouvernements (le gouvernement commun central, le gouvernement autrichien, le gouvernement hongrois) imposa une certaine fragilité dans la nouvelle configuration de l'Etat. Quoique le système se base sur le principe des partenaires égaux, la réalité l'infirma<sup>32</sup>.

Dans le cadre du Royaume de l'Hongrie, les Hongrois dominaient comme influence (n. n. pas comme nombre) les autres nationalités, qui, à cause du vote censitaire, ne purent pas former une opposition puissante.

La structure plus hétérogène de la Cisleithanie (cette partie de l'empire dualiste était divisée en 17 pays de couronne) la fit plus fragile en comparaison avec la Transleithanie. Les Allemands avaient en Cisleithanie, au niveau des années 1880, un poids de seulement 36,75 %, pendant que les Allemands détenaient en Hongrie un poids de 41,2%. Le contrôle que les Hongrois exerçaient sur les autres nationalités était plus grand que celui imposé par les Autrichiens<sup>33</sup>. Ils seront obligés à faire face au soulèvement et à l'accentuation des mouvements panslavistes<sup>34</sup>.

L'état conflictuel entre la monarchie centralisée et les provinces fut accompagné, la seconde moitié du XIX-ème siècle, par la concurrence entre la classe moyenne citadine et l'aristocratie, mais aussi par le "conflit entre la domination allemande et la diversité territoriale"<sup>35</sup>. La dernière se manifesta au niveau des élites, mais aussi au niveau des nationalités.

Les élites allemandes nobles et citadines, soutenaient, même si par des moyens différents, le germanisme et le centralisme d'Etat, qui, soit leur préservait les privilèges, soit les apportaient des avantages.

Les élites des différents peuples soumis n'ont pas eu une réaction unitaire envers les élites allemandes. Mécontentes de la domination de la noblesse et de la classe moyenne autrichienne (en Cisleithanie) et hongroise (en Transleithanie), une partie de celles-ci embrassèrent la cause nationale – initialement, dans une forme modérée par les éléments aristocratiques, et ensuite dans une forme plus radicale grâce à la bourgeoisie.

Après 1867, les deux groupes nationaux dominants (les Autrichiens Allemands et les Hongrois) permirent à certaines nationalités comme les Polonais, respectivement les Croates, à acquérir une situation privilégiée à l'intérieur de la

<sup>32</sup> Jean-Paul Bled, *Franz Joseph* [Franz Joseph], București, Editura Trei, 2002, p. 298.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 299.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 302.

<sup>35</sup> A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 25.



Cisleithanie et de la Transleithanie. On développa de cette manière un dualisme dans le cadre du dualisme. En chaque moitié de l'empire, un groupe slave obtenait des privilèges importants en ce qui concernait son autogouvernement. Les Polonais dirigeaient la Galicie, bénéficiant de privilèges devant les autres populations de la province, les Ukrainiens, pendant que les Croates recevaient un statut ample d'autonomie dans le cadre de l'unité administrative politique Croatie - Slavonie<sup>36</sup>. La situation des autres groupes slaves (Tchèques, Slovaques, Slovènes, Ukrainiens etc.) ne changea de manière significative, déterminant vers la fin du XIX-ème siècle, des réactions nationalistes. On remarque en ce sens les Tchèques de la Bohême et de la Moravie, qui, grâce à la croissance de leur poids numérique vis-à-vis la population allemande dominante, demanderont un plus grand degré d'autonomie dans le cadre de l'empire<sup>37</sup>.

Les changements sociaux et économiques déterminés par la révolution industrielle, ainsi que ceux culturels, imposés par le réveil de la conscience nationale des Tchèques, lancèrent le mouvement d'émancipation de ce peuple-ci. Le développement de l'industrie textile, et ensuite de l'industrie lourde et d'armement de la Bohême firent les Tchèques s'éloigner de plus en plus de l'espace rural, les dirigeant vers les villes. De cette manière, le rapport démographique entre ceux-ci et les Allemands commencera se modifier. Si le long du XIX-ème siècle, Prague (Praha) avait une population majoritaire allemande, au recensement de 1910 les Tchèques représentaient déjà 94 % de la population de la ville.

L'apparition d'une bourgeoisie tchèque puissante donna des impulsions au mouvement national, surtout que sa force économique n'était pas accompagnée par une puissance politique à mesure. A la fin du XIX-ème siècle, l'orientation vers le milieu urbain créa la nécessité d'une culture nationale propre, originale. L'année 1881, s'ouvrit le théâtre bohémien, où on jouait, en majorité, des pièces des auteurs tchèques, et en 1882, à Praga, on fonda une université tchèque<sup>38</sup>. Grâce à ces mutations socio-économiques et culturelles, le parti nationaliste les Jeunes Tchèques apparut de manière naturelle<sup>39</sup>.

Le problème bohémien se manifesta comme une véritable "pomme de la discorde" entre les différents gouvernements, les hommes politiques et l'opinion publique autrichienne. A son tour, l'empereur Franz Joseph, s'impliqua, essayant à manipuler les Tchèques contre les libéraux allemands, qu'il considérait nuisibles pour la stabilité de l'Etat<sup>40</sup>.

La politique autrichienne connut jusqu'en 1867 une ainsi nommée domination

---

<sup>36</sup> Nick Pelling, *Imperiul Habsburgic (1815-1918)* [L'Empire Habsbourgeois (1815-1918)], traduction par Constantin Vlad, București, Editura All, 2002, p. 110.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 112-113.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 113.

libérale. Cette situation fut en permanence critiquée par l'empereur. Le Parti Libéral Allemand était une formation politique anticléricale, ses membres submergeant en permanence les positions de l'église catholique, par la révocation du Concordat de 1855 et l'annulation du monopole cléricale sur l'enseignement et l'office du mariage. Les libéraux étaient les adeptes de l'échange libre, entrant en conflit avec l'aristocratie foncière.

La conception du Parti Libéral, conformément à laquelle le monarque aurait dû répondre devant le Parlement, représenta une cause importante des tensions entre l'empereur et celui-ci. L'apogée de l'état conflictuel entre les libéraux et Franz Joseph fut atteint l'année 1878, lorsqu'ils se prononcèrent contre l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine.

On écarta du pouvoir le Parti Libéral, l'empereur nomma comme premier un ancien ami, le comte Taaffe. Sous la direction du monarque, pour isoler du point de vue politique les libéraux, se forma une coalition hétérogène, à laquelle participèrent: les féodaux, les clercs (le Parti de l'Eglise Catholique) et les Polonais galiciens (fidèles à l'Etat parce qu'ils jouissaient d'une grande autonomie). Les Tchèques furent convaincus à participer au bloc antilibéral de l'année 1880, recevant du gouvernement Taaffe le droit que, les officialités de la Bohême et de la Moravie puissent utiliser la langue tchèque dans leurs relations avec la population autochtone<sup>41</sup>.

Les contemporains nommèrent cette coalition entre les féodaux, les clercs catholiques et une partie des Slaves "l'anneau en fer" (n. n. dans le sens d'encerclement ou isolation) autour des libéraux. Les concessions accordées aux Bohémiens conduirent à la chute de Taaffe, mais aussi à l'augmentation de la force du Parti des Jeunes Tchèques. Les Slovénes eurent, à leur tour, des demandes similaires<sup>42</sup>.

On instaura après le gouvernement Taaffe le cabinet conduit par le prince Alfred Windischgrätz, soutenu par la Gauche Unie Libérale, par les adeptes de Hohenwart et par les Polonais. Suivit un gouvernement de transition, dirigé par le comte Kielmannsegg, ensuite se forma "le gouvernement de main forte" de l'ancien gouverneur de la Galicie, le comte Kasimir Badeni.

Celui-ci réussit à imposer l'année 1897 la réforme électorale, projet pas finalisé par ses prédécesseurs. Aux quatre curies électorales déjà existantes s'ajouta une autre, de plus, dans lesquelles tous les hommes ayant plus de 24 ans avaient droit de vote. Mais la curie générale ne put pas s'imposer devant celles censitaires. Malgré le succès obtenu sur le plan de la réforme de la loi électorale, on élimina Badeni du front du gouvernement, à cause à la décision qu'en Bohême, les offices civils soient bilingues<sup>43</sup>.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>43</sup> Erich Zöllner, *Istoria Austriei de la începuturi până în prezent* [L'histoire de l'Autriche de ses débuts jusqu'au présent], la VIII-ème édition, le II-ème volume, traduction par Adolf Armbruster, București, Editura Enciclopedică, 1997, p. 530-531.

Les parlementaires et les fonctionnaires allemands eurent une réaction dure, l'escalade des troubles déterminant l'empereur à suspendre, le 28 novembre 1897, le parlement et à destituer le gouvernement.

Le nouveau gouvernement sera conduit par le baron Gautsch von Frankenthurn, qui avait détenu dans le cabinet antérieur le portefeuille de l'enseignement. Gautsch prit la décision de modifier le fond des décisions liées de l'usage de la langue dans les offices publiques, dans le sens que, "chaque fonctionnaire devait maîtriser les langues nécessaires à son office"<sup>44</sup>.

En mars 1898, on institua un autre gouvernement, présidé par le comte Franz Thun-Hohenstein (noble de la Bohême). Ni celui-ci ne réussit pas à résoudre les disputes liées de l'usage de la langue propre par les nationalités. Le conflit eut une grande intensité dans des provinces comme: la Bohême, la Moravie, la Dalmatie, la Silésie autrichienne, la Galicie, étant plus réduit dans la "Bucovine polyglotte"<sup>45</sup>. Si les fonctionnaires de haut rang manifestèrent leur attachement envers la monarchie, ceux moyens ou petits appartenant aux peuples soumis, soutinrent les demandes de leurs propres concitoyens<sup>46</sup>.

L'idéologie supranationale et "le mythe habsbourgeois", qui aurait dû rassembler les nationalités de l'empire, s'heurtèrent justement de la résistance d'une partie des Allemands nationalistes, qui avaient des idées pangermanistes<sup>47</sup>. Ceux-ci se rallièrent temporairement à Georg von Schönerer, le but duquel était "l'annexion des régions autrichiennes allemandes, inclusivement les pays sudètes, à l'Empire Allemand"<sup>48</sup>. Les années '80 du XIX-ème siècle, Schönerer déclancha un courant antisémite<sup>49</sup>, continué ensuite par les chrétiens sociaux du docteur Karl Lueger<sup>50</sup>.

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 532.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 533.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Jacques Le Rider, *Modernitatea vieneză și crizele identității* [La modernité viennoise et les crises de l'identité], traduction par Magda Jeanrenaud, la II-ème édition, Iași, Polirom, Editura Universității „Al. I. Cuza”, 1995, p. 32.

<sup>48</sup> Erich Zöllner, *op. cit.*, p. 528.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Karl Lueger (1844-1910) – maire de Vienne entre les années 1897-1910. Ayant une origine humble (le fils du concierge de *Technische Hochschule* – le Collège Technique), il connaissait bien les problèmes de la couche inférieure de la classe moyenne. Il fut élève à *Theresianum*, recevant de cette manière une éducation distinguée. Il ne regarda d'un bon œil le compromis avec la Hongrie, devenant un puissant souteneur de la propagande antihongroise. L'année 1866, il prit son doctorat en droit, travaillant les années '70 du XIX-ème siècle comme avocat libéral, et, commençant avec l'année 1875, occupant la fonction de conseiller citoyen. Le long d'une décennie, il renonça au libéralisme, s'affiliant au courant socialiste. Comme membre de Reichsrat, il critiqua, en 1885, le rôle du monopole juif dans le cadre du capitalisme international. Grâce à la collaboration avec le socialiste catholique Karl von Vogelsang, il inclut une série d'idées de celui-ci dans la doctrine du Parti Chrétien Social (*Christlichsoziale Partei*), apparu en 1893. Lueger

Les intérêts des prolétaires autrichiens étaient défendus par le Parti Social - Démocrate, uni et dirigé par Viktor Adler. Les ouvriers des zones industrielles de l'Autriche Inférieure, de la Bohême, de la Moravie et de la Styrie constituèrent la base de cette formation politique. Les sociaux – démocrates se manifestèrent de manière plus prégnante surtout après 1890, adoptant les thèses de Karl Marx. Le courant politique social-démocrate, quoiqu'il ait en principe une conception internationaliste, dut s'adapter aux conflits entre les nationalités de l'empire. Les Tchèques firent note discordante, leur attitude étant une nationaliste<sup>51</sup>.

Si la majorité de nationalités soumises de l'empire habsbourgeois se créèrent des mouvements nationaux propres, essayant de diverses formes d'émancipation

---

représenta cette partie-là de la classe moyenne qui avait souffert à cause de l'industrialisation. Il fut le créateur du socialisme municipal, s'érigeant dans le défenseur des petits marchands et propriétaires qu'on pouvait protéger du "monopole entrepreneur".

Ses réalisations comme maire de Vienne furent nombreuses: le passage sous le contrôle de la municipalité du réseau d'alimentation avec combustible, l'électrification l'année 1902 des tramways, l'introduction de l'illumination publique, la constitution de l'abattoir et du principal marché de la ville. Après avoir refusé les demandes d'emprunt pour financer le réseau de combustible par les banques juives de Vienne, Lueger put mettre en application son projet avec l'appui de Deutsche Bank de Berlin. Il continua et élargit les services municipaux de Vienne, le développement desquels fut commencé par les maires antérieurs de la capitale de l'Autriche (Cajetan Felder). Grâce à sa conception socialiste, Karl Lueger se préoccupa de la situation des couches pauvres, ramassant des ressources pour les institutions qui devaient les appuyer. Il construisit de nombreux écoles, asiles, hôpitaux pour les pauvres. Il doubla le nombre des parcs de la Vienne, il aménagea une Piscine sur la rive du Danube, il disposa l'ornementation des réverbères avec des pots à fleurs. Parmi les mesures d'aide des citoyens s'inscrivent, aussi: la fondation d'une Caisse d'Épargne et d'un fond de pensions, tous les deux mis sous le contrôle de la municipalité. Mais la personnalité et l'activité politique de Lueger eurent, aussi, des éléments plus controversés, comme l'antisémitisme. Plusieurs fois, il dénonça le capital étranger et juif pour bénéficier de l'appui des petits producteurs et commerçants, dont les affaires commencèrent à déchoir ou à faire faillite. Son image dans les rangées de l'opinion publique viennoise était une extrêmement bonne, malgré ses conceptions antisémites. Le maire de Vienne devait faire son propre image devant ses concitoyens, tout en participant à certains événements sociaux (baptêmes, noces, noces d'or, la visite des malades, passer son temps libre auprès des ses propres électeurs en cafés et brasseries etc.).

Dans le cadre d'une Autriche rétrograde du point de vue économique (n .n. en comparaison avec l'Allemagne) on regardait Lueger comme un politicien de l'avenir, qui, par charisme, action politique, (n. n. mais aussi par populisme) était aimé par les masses. A sa mort causée par le diabète, l'année 1910, les citoyens de Vienne le conduirent sur le dernier chemin, ayant une des plus fastueuses funérailles de l'histoire de la ville. – cf. W. M. Johnston, *op.cit.*, pp. 75-78; voir aussi Margareta Mommsen-Reindl, *Österreich. (Christlichsoziale Partei)*, dans le dictionnaire coordonné par Frank Wende, *Lexikon zur Geschichte der Porbelen in Europa*, Stuttgart, Kröner Verlag, 1981, pp. 446-448.

<sup>51</sup> Erich Zöllner, *op. cit.*, p. 529-530.

politique et culturelle, les Juifs représentent certainement un cas spécial, sur lequel il est nécessaire nous arrêter.

Ils représentaient l'unique identité culturelle, qui n'était pas reconnue comme nationalité. On regardait les Juifs comme un "peuple d'Etat" (*Staat Volk*), complice de l'idéologie impériale, désavoué par les autres nationalités<sup>52</sup> (n. n. parfois jusqu'à l'antisémitisme).

Les contributions spirituelles et matérielles des Juifs au développement et au progrès de l'empire furent significatives. On ne peut pas dissocier le concept de "modernité viennoise" (*Wiener Moderne*)<sup>53</sup> de l'apport intellectuel des penseurs juifs. Ceux-ci donnèrent à l'Autriche de nombreuses personnalités, revendiquées par le patrimoine culturel allemand, ainsi que par celui universel, comme: Freud, Husserl, Kelsen, Wittgenstein, Mahler, Kraus, Roth etc.

On peut se demander comment on arriva, vers la fin du XIX-ème siècle et le début du XX-ème, à une véritable "domination intellectuelle des Juifs"<sup>54</sup>? L'historien A. J. P. Taylor nous offre une série d'hypothèses. Une d'elles est celle que, le succès des Juifs aurait donné la cohésion des communautés juives. Est-elle déterminée par la religion, les mœurs, l'éducation, la race ou de leur combinaison?

A l'intermédiaire de la religion de la tribu, les Juifs ont soutenu "un type archaïque d'unité"<sup>55</sup>, qui put résister au processus d'assimilation. Les Israélites, comme les Allemands, se répandirent dans l'empire tout entier, étant cosmopolites par leur appartenance à une communauté plus large<sup>56</sup>. Sur plan économique, les Juifs oscillèrent entre la compétition avec les chrétiens (dans les zones urbaines de la monarchie) et la complémentarité (dans les zones rurales)<sup>57</sup>.

Leur comportement social se plia, la seconde moitié du XIX-ème siècle, sur des fondements idéologiques du libéralisme (capital, concurrence, échange libre), une bonne partie des Juifs autrichiens adhèrent au Parti Libéral Allemand.

Quoique, entre la seconde moitié du XVIII-ème siècle et le début du XIX-ème (jusqu'à 1848), la situation des Juifs de l'Empire Habsbourgeois était une précaire, on les "toléra" certaines initiatives et responsabilités par lesquelles on apporta des services à la monarchie. De cette manière, des familles comme Arnstein et Eskeles purent être ennoblies. Mais les germes de l'assimilation des Juifs viennois par la conversion au christianisme (de rite catholique ou protestant) commencèrent à apparaître. Les conversions ont moins un sens religieux, se réalisant plutôt par des intérêts professionnels ou sociaux. Le nombre de ceux passés au christianisme ne dépassera

---

<sup>52</sup> Jacques Le Rider, *Jurnale intime vieneze* (...) p. 23.

<sup>53</sup> Idem, *Modernitatea vieneză și crizele identității* (...) p. 17 et les suivantes.

<sup>54</sup> W. M. Johnston, *op. cit.*, p. 35.

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 39.

jamais 10% du total des Juifs<sup>58</sup>.

Après 1848, le libéralisme autrichien les offrit une série de concessions en ce qui concerne les droits et les responsabilités sociaux politiques, avec des résultats, malheureusement, mineurs.

Le Juif libéral Adolf Fischhoff, participant à la révolution de 1848-1849, adhérent de l'idée d'une "Europe Centrale des peuples", était l'adepte de la création d'une confédération, dans laquelle les nationalités constituent une association de peuples (Völker-Verein). Fischhoff considérait que les libéraux desservent la cause allemande, tout en se comportant comme des hégémonistes vis-à-vis les Slaves, étant les promoteurs actifs de la germanisation et du centralisme<sup>59</sup>.

Les réactions des différentes classes sociales ou nationalités à l'adresse des Juifs se trouvèrent maintes fois sous le signe de la méfiance. La bourgeoisie craignait la concurrence juive, pendant que l'aristocratie et le clergé étaient suspicieux que leurs positions et leurs privilèges leurs seraient menacés. La déchéance du libéralisme viennois, la dernière décennie du XIX-ème siècle, apporta sur la scène politique des personnages avec des vues antisémites comme le maire chrétien – social de la capitale impériale, Karl Lueger<sup>60</sup>.

Le germanisme et le centralisme étaient étroitement liés de "la tradition autrichienne du libéralisme"<sup>61</sup>, à laquelle adhéra la plus grande partie des Juifs assimilés. On développa de cette manière une alliance entre ceux-ci et les Autrichiens Allemands. "Les Juifs de la Cisleithanie acceptaient comme une évidence la supériorité culturelle et politique des Allemands de l'Autriche"<sup>62</sup>. Mais malheureusement, les libéraux autrichiens manifestèrent une faible opposition envers l'antisémitisme, pendant que l'Etat ne reconnut jamais les Juifs comme une nationalité distincte. La législation habsbourgeoise rappelait seulement la confession israélite, pendant que la langue hébraïque n'eut pas un statut de langue nationale. Par éducation, culture, presse, les Juifs défendirent le libéralisme, même lorsque quand celui-ci déchet en plan social et électoral. Les trois domaines contribuèrent à leur assimilation, les apportant pourtant une série de désavantages, aussi<sup>63</sup>.

Tout en commençant avec les dernières décennies du XIX-ème, l'importance des Juifs dans la vie culturelle de Vienne augmenta significativement. Mais on remarque, aussi, une discordance entre le degré de leur participation à la vie intellectuelle viennoise et le poids démographique assez réduit. Les Juifs comprirent que, par éducation, peuvent bénéficier d'une ascension rapide sur plan social, les familles d'Israélites prenant pratiquement à l'assaut le système éducatif de la capitale

<sup>58</sup> Jacques Le Rider, *op. cit.*, p. 231-232.

<sup>59</sup> Idem, *Europa Centrală sau paradoxul fragilității* (...), p. 185.

<sup>60</sup> Idem, *Modernitatea vineză și crizele identității* (...), p. 233.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 234.

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 234-235.

impériale, mais aussi des capitales des provinces. Vers 1900, un quart des étudiants de la Faculté de Droit et une moitié des étudiants à la médecine appartenaient à la communauté juive. Praticants des professions libérales ou du secteur tertiaire (services), ils représentèrent une “véritable réserve démographique de la production culturelle”<sup>64</sup> viennoise.

Malheureusement, en Autriche, les courants antisémites avaient une “ancienne tradition”. L’ainsi nommé “antisémitisme autrichien traditionnel” comprenait: l’antijudaïsme aristocratique et clérical, l’attitude hostile des individus appartenant aux nationalités soumises vis-à-vis la solidarité des Juifs avec les nations dominantes, l’émergence sur la scène politique des partis avec programmes antisémites, comme “la faction pangermanique” de Schönerer et le Parti Chrétien Social de Lueger. La croissance démographique des Juifs en certains quartiers viennois accentua la xénophobie et la peur envers la concurrence juive<sup>65</sup>.

L’évolution de la vie politique de la monarchie habsbourgeoise la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle se caractérisa par de nombreuses fractures<sup>66</sup>. Le courant libéral, qui domina la période comprise entre la révolution de 1848 et le compromis qui mena à l’apparition du dualisme austro-hongrois, commença à perdre du terrain devant l’exacerbation du nationalisme, mais aussi de certains partis de gauche (le Parti Social Démocrate Autrichien) ou de partis populistes (le Parti Chrétien Social, le Parti Catholique).

L’essai de l’empereur Francisc Iosif de détourner l’attention de la question nationale, par des modifications de la loi électorale (l’introduction du vote universel, l’année 1907), ne fit autre chose que compliquer le paysage politique. Le suffrage universel apporta du gain de cause aux deux partis de masse (les chrétiens sociaux obtenant 97 places dans le parlement, les sociaux démocrates – 87 mandats), pendant que dans la Chambre inférieure du Reichsrat entrèrent 28 partis<sup>67</sup>, avec des intérêts divergents ou contradictoires.

Les nationalités soumises de l’empire suivront obstinément l’objectif de l’émancipation nationale, au niveau des masses, mais aussi des élites. La collaboration des dernières avec les leaders soulevés des rangées de la classe moyenne ou des couches plus pauvres de la population fit extrêmement difficile la concrétisation des idées soutenus par l’Etat. On ne put pas empêcher le soulèvement des mouvements nationaux des peuples moins développés du point de vue économique en sens bourgeois libéral, pendant que l’apparition des partis nationalistes radicalisa les conflits du sein de la société habsbourgeoise, spécialement, entre le centre et les provinces.

---

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 239-240.

<sup>66</sup> Erich Zöllner, *op. cit.*, p. 590.

<sup>67</sup> Jean-Paul Bled, *op. cit.*, p. 538.

Les privilèges accordés de manière contrôlée à des nationalités, comme les Polonais galiciens – en Cisleithanie, et aux Croates – en Hongrie, levèrent biensûr les mécontentements et les frustrations des autres (Ukrainiens, Tchèques, Slovènes, Roumains, Italiens etc.).

Dans un contexte semblable, des provinces périphériques, plus faiblement développées comme la Bucovine, prétendront l'amélioration de leur statut dans le cadre de l'empire dualiste. On fit un premier pas pendant la révolution de 1848, qui, quoiqu'elle n'eut pas un caractère radical en Bucovine, déclancha une effervescence nationale, manifestée initialement sur le plan de l'émancipation culturelle, et ensuite, quelques décennies plus tard, dans celui de l'émancipation politique et des partis.